

Contribution de la MNT à la *République de l'ESS*

Résolution générale adoptée par l'Assemblée générale des 9 et 10 juillet 2021

Notre société a été confrontée à un défi immense ces derniers mois, qui a conduit les pouvoirs publics à prendre des décisions radicales comme :

- le confinement généralisé de plus de la moitié des individus de la planète,
- l'investissement massif de capitaux publics en faveur du maintien des activités et de la recherche de traitements médicaux préventifs et curatifs,
- ou encore, la mise en œuvre de dispositifs massifs et précis de dépistage puis de vaccination.

Au regard de ces mesures d'exception, le maintien d'activités est apparu plus que jamais comme indispensable à nos sociétés : le ramassage des ordures, la continuité des transports publics, la distribution du courrier, les moyens de communication, l'approvisionnement des magasins, l'école communale et l'accueil périscolaire, l'éducation, ...

Le service public hospitalier a aussi fait preuve de son rôle pivot dans l'accompagnement des citoyens face à la maladie, et la mise en œuvre permanente de solutions pour faire face au défi sanitaire, malgré des ressources limitées.

L'année 2020 aura ainsi démontré que ce sont les collectifs humains, surtout ceux organisés autour de biens et services communs, qui sont au fondement de notre société. Ils ont permis de développer de la bienveillance sociale, notamment en maintenant un lien avec les personnes isolées et l'organisation d'actions essentielles pour les personnes les plus fragiles d'entre nous.

Parce que nous sommes aux côtés des collectivités locales, parce que nous sommes animés par des agents territoriaux bénévoles, nous avons vu l'engagement réel des femmes et des hommes qui incarnent les services publics locaux. Leurs capacités de résilience ont permis d'adapter l'action au service de l'intérêt public.

Ces femmes et ces hommes sont en première ligne dans l'urgence, quand il s'agit d'organiser l'accueil des enfants, notamment ceux des soignants. Ils organisent la solidarité concrète avec le concours du mouvement associatif : les distributions de nourriture, les enquêtes de terrain pour isoler les cas contacts, le service en charge des personnes fragiles ; puis l'organisation de la vaccination, de l'accueil et de l'aide auprès de ceux qui ont été frappés économiquement par la crise.

Ils sont aux côtés des entreprises de proximité, pour maintenir une activité économique sur nos territoires. Ils assurent l'organisation des élections, pour permettre la continuité démocratique, malgré les difficultés techniques et humaines.

Les services publics locaux, les services publics dans les territoires sont au cœur de notre République. Cette conviction des militants de la MNT a été renforcée par cette pandémie.

Pourtant, leur renforcement n'est pas acquis. Nous les avons applaudis, remerciés. Nous devons désormais les confirmer et préciser leurs contours.

Cela passe évidemment par un investissement plus important dans les missions actuelles des collectivités qui va de pair avec une nouvelle étape dans la décentralisation :

- mais aussi dans un renforcement des missions déconcentrées de l'Etat dans les territoires,
- par une priorité aux moyens au service public hospitalier, qui peut être renforcé par un partenariat avec les collectivités territoriales pour en finir avec les déserts médicaux,
- par le maintien et le développement des marges d'autonomie financière des collectivités territoriales,
- et par une nouvelle phase de développement dans tous les territoires de services d'intérêt général, comme les communications, l'énergie, ou encore les transports.

Cette nouvelle définition doit s'accompagner d'une politique ambitieuse à destination des agents des services publics locaux, pour sécuriser ceux qui font vivre la solidarité au quotidien, et leur permettre de développer toutes leurs compétences au service des autres.

Ces convictions, nous les avons aussi en tant qu'entreprise. Entreprise de l'Économie sociale et solidaire (ESS), nous savons aussi qu'il n'est pas toujours évident de les traduire en actes réels, et que la pression concurrentielle fait peser un poids économique important sur nos choix de structures et de partenaires.

Nous avons besoin d'un cadre politique qui favorise les structures à but non lucratif à tous les niveaux : de l'achat public local, jusqu'à l'échelon européen.

Nous avons besoin d'actes forts qui impliquent les entreprises de l'ESS dans la mise en œuvre des politiques publiques. C'est d'autant plus indispensable que sur le terrain, de nombreux acteurs associatifs ou mutualistes, partageant les mêmes valeurs de l'intérêt général, font vivre des solidarités réelles et territoriales.

Pourtant, nous n'attendons pas ce cadre pour continuer de nous engager dans des dispositifs de solidarité entre agents, avec les collectivités territoriales, ou avec des partenaires de l'ESS. Ce ne sera pas toujours possible ; mais là où une alternative immédiate n'existe pas, nous travaillerons, avec le Groupe VYV, à la construire ou à favoriser son émergence.

Enfin, nous avons conscience du rôle que la MNT peut jouer dans une meilleure articulation entre services publics locaux et l'Économie sociale et solidaire. À notre place, nous nous engageons à renforcer notre action au service d'une République qui fait des services publics locaux le cœur de son action.